

LE JOUR, 1950
2 MARS 1950

POLITIQUE INTERIEURE

Le gouvernement libanais, comme il est composé aujourd'hui, laisse rêveur. Ce n'est pas parce qu'on s'est habitué à une situation qu'il faut la tenir pour bonne. Un gouvernement tel que celui que nous avons, chacun l'eut cru **impossible**, il y a trois ou quatre ans. Ce n'est pas qu'il y ait à critiquer un ministre plutôt que l'autre ; mais si la bonne volonté est partout, le pis-aller est à peu près partout.

Nous avons mis en relief, naguère, le sort étrange de la communauté maronite dont les médecins maintenant font la politique ; (au grand dam de la médecine et de la politique disions-nous). L'observation était opportune ; il faut la renouveler ; elle vaut d'une façon ou d'une autre pour plus d'un secteur de l'équipe.

Evidemment tous ces Messieurs sont très bien et nous nous honorons de compter parmi eux d'excellents amis, dignes de tout respect ; **mais, en son for intérieur, chacun d'eux doit s'étonner de la façon dont le ministère est composé et de la façon dont il marche.** Y a-t-il encore un Conseil des ministres au vrai sens du mot ? Les ministres n'ont-ils pas pris, peut-être sans s'en douter, l'allure de fonctionnaires supérieurs faits pour appliquer des décisions ? Les choses les plus graves de l'Etat sont-elles approfondies et délibérées comme il le faudrait ? La situation en Proche-Orient, dans notre voisinage surtout, est-elle l'objet de leurs méditations ? Pourquoi n'avons-nous toujours pas une représentation diplomatique à Damas, qui serait précieuse ? Autant d'interrogations légitimes auxquelles on pourrait, par séries, ajouter d'autres. Mais le pouvoir est, en fait, si centralisé, qu'on n'attache plus l'importance qu'il faudrait aux règles et aux usages.

Loin de nous l'idée de discuter une telle matière, en public, pour le plaisir. Mais nous avons une longue habitude de la prévoyance et nous n'oublions jamais que "gouverner c'est prévoir". Nous continuons à penser que la politique libanaise se rétrécit aux mesures étroites des vieilles querelles ; on a beau vouloir élargir l'horizon ; on le retrouve, au bout de quelques semaines, aussi étriqué que devant.

La volonté de suprématie électorale, à tout prix, au Mont-Liban et dans la capitale, conduit aux singulières dispositions administratives qu'on nous sort de temps en temps. Le résultat de tout cela, c'est cette centralisation croissante qui contrarie partout l'initiative et qui supprime les responsabilités. **C'est indéfiniment, un replâtrage.**

En fait, la qualité du "citoyen" libanais est en régression et l'opinion est en désarroi chronique. C'est le dernier mot et le plus déplaisant de l'affaire.

Dans notre pays, le principal souci du Gouvernement devrait être de remédier à cela. La raison principale d'une telle affirmation, il faut la trouver dans les dangers extérieurs et dans la nécessité de mettre ce pays, d'une façon permanente, en état de "résistance". Pour cela, il faut les libertés et l'union.

Sûrement, tout est là.